Vu le décret n° 80-480 du 25 avril 1980, portant nomination des membres du gouvernement;

Vu le décret n° 85-1457 du 14 novembre 1985, chargeant Monsieur Ali Hamdane, conseiller des services publics des fonctions de chef de service de la comptabilité du budget d'équipement à la direction des affaires administratives et financières du ministère de l'agriculture;

Arrête :

Article premier. — Conformément aux dispositions du paragraphe deux de l'article premier du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Ali Hamdane, conseiller des services publics, chargé des fonctions de chef de service de la comptabilité du budget d'équipement à la direction des affaires administratives et financières du ministère de l'agriculture est habilité à signer par délégation du ministre de l'agriculture, les actes de gestion des crédits alloués au ministère de l'agriculture (titre I et II) énumérés ci-après :

— les propositions d'engagement ou de dégagement de dépenses;

— les fiches de marché;

— les bordereaux et correspondances transmissifs de pièces de dépenses;

— les notifications de documents et circulaires relatifs à la gestion financière;

— les copies certifiées conformes des pièces justificatives des dépenses (ordre de mission, arrêtés comptables, arrêtés d'ordonnements, attestations, ordres de services, fiches CM, etc...);

— les arrêtés de liquidation des pièces justificatives des dépenses engagées pour les besoins du ministère de l'agriculture.

Art. 2. — Monsieur Ali Hamdane, conseiller des services publics, est autorisé à sous-déléguer sa signature à des fonctionnaires de la catégorie «A» et «B» placés sous son autorité et dans les conditions fixées à l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975.

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 2 janvier 1986 et sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 24 janvier 1986
Le ministre de l'agriculture
LASSAAD BEN OSMAN

VU

Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI

Arrêté du ministre de l'agriculture du 24 janvier 1986 portant délégation de signature.

Le ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 83-112 d 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu la loi n° 79-42 du 15 août 1979 instituant le commissariat général à la pêche, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 80-37 du 28 mai 1980;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature;

Vu le décret n° 80-8 du 2 janvier 1980, portant organisation du commissariat général à la pêche;

Vu le décret n° 80-480 du 25 avril 1980, portant nomination des membres du gouvernement;

Vu le décret n° 80-480 du 25 avril 1980, portant nomination de Monsieur Lassaad Ben Osman, ministre de l'agriculture;

Vu le décret n° 85-1290 du 14 octobre 1985, chargeant Monsieur Hassen Akrouf, administrateur en chef des fonctions de commissaire général à la pêche au ministère de l'agriculture;

Arrête :

Article premier. — Conformément au paragraphe 2 de l'article premier du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur

Hassen Akrouf, administrateur en chef, chargé des fonctions de commissaire général à la pêche, est habilité à signer par délégation du ministre de l'agriculture tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions à l'exclusion des textes à caractère réglementaire.

Art. 2. — Monsieur Hassen Akrouf est autorisé à sous-déléguer sa signature à des fonctionnaires des catégories «A» et «B» soumis à son autorité dans les conditions fixées à l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 24 janvier 1986
Le ministre de l'agriculture
LASSAAD BEN OSMAN

VU

Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI

PECHE

Arrêté des ministres du plan, des finances et de l'agriculture du 24 janvier 1986 portant fixation des montants des subventions et prêts à accorder au titre de l'encouragement de l'Etat à la pêche dans les gouvernorats de Gabès et de Médenine.

Les ministres du plan, des finances et de l'agriculture;

Vu la loi n° 69-11 du 25 janvier 1969 portant encouragement de l'Etat à la pêche telle que modifiée par la loi n° 77-45 du 2 juillet 1977;

Vu le décret du 26 juillet 1951 portant refonte de la législation sur la police de la pêche maritime, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 69-84 du 12 mars 1969 fixant les modalités d'octroi de l'aide de l'Etat pour l'encouragement de la pêche tel qu'il a été complété par le décret n° 77-1005 du 30 novembre 1977;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1951 relatif à l'exercice de la police de la pêche maritime, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 21 août 1981 portant fixation des montants des subventions et prêts de l'Etat et des taux d'intérêt relatifs à l'encouragement de la pêche;

Arrêtent :

Article premier. — Les taux des subventions et autofinancements à accorder dans le cadre de l'encouragement de l'Etat à la pêche au titre des opérations d'acquisition et de modernisation d'armements et d'engins de pêche destinés à être utilisés dans les régions maritimes des gouvernorats de Gabès et de Médenine sont fixés comme suit et ce pour une période de 5 ans à compter de la date du présent arrêté :

a) *Subventions* : Les taux des subventions prévus par l'arrêté susvisé du 21 août 1981 sont portés au double.

b) *Autofinancement* : Le taux de l'autofinancement est ramené à 5%.

Le solde de l'investissement peut être assuré au moyen du prêt.

Art. 2. — Les promoteurs désireux de bénéficier des avantages prévus à l'article premier du présent arrêté sont tenus de s'engager à avoir obligatoirement comme port d'attache pour les armements acquis ou modernisés, un port situé dans l'un des gouvernorats de Gabès et Médenine.

Tunis, le 24 janvier 1986
Le ministre du plan
ISMAÏL KHELIL
Le ministre des finances
SALAH BEN M'BARKA
Le ministre de l'agriculture
LASSAAD BEN OSMAN

VU

Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI